



LES ÉCONOMIES AFRICAINES EN TEMPS DE CRISE ECONOMIQUE

Présentation au Conseil d'Administration du
Centre de développement de l'OCDE, 30 mars 2009

Désiré Vencatachellum

Lead Economist, Département de la Recherche, Banque Africaine de Développement



Plan



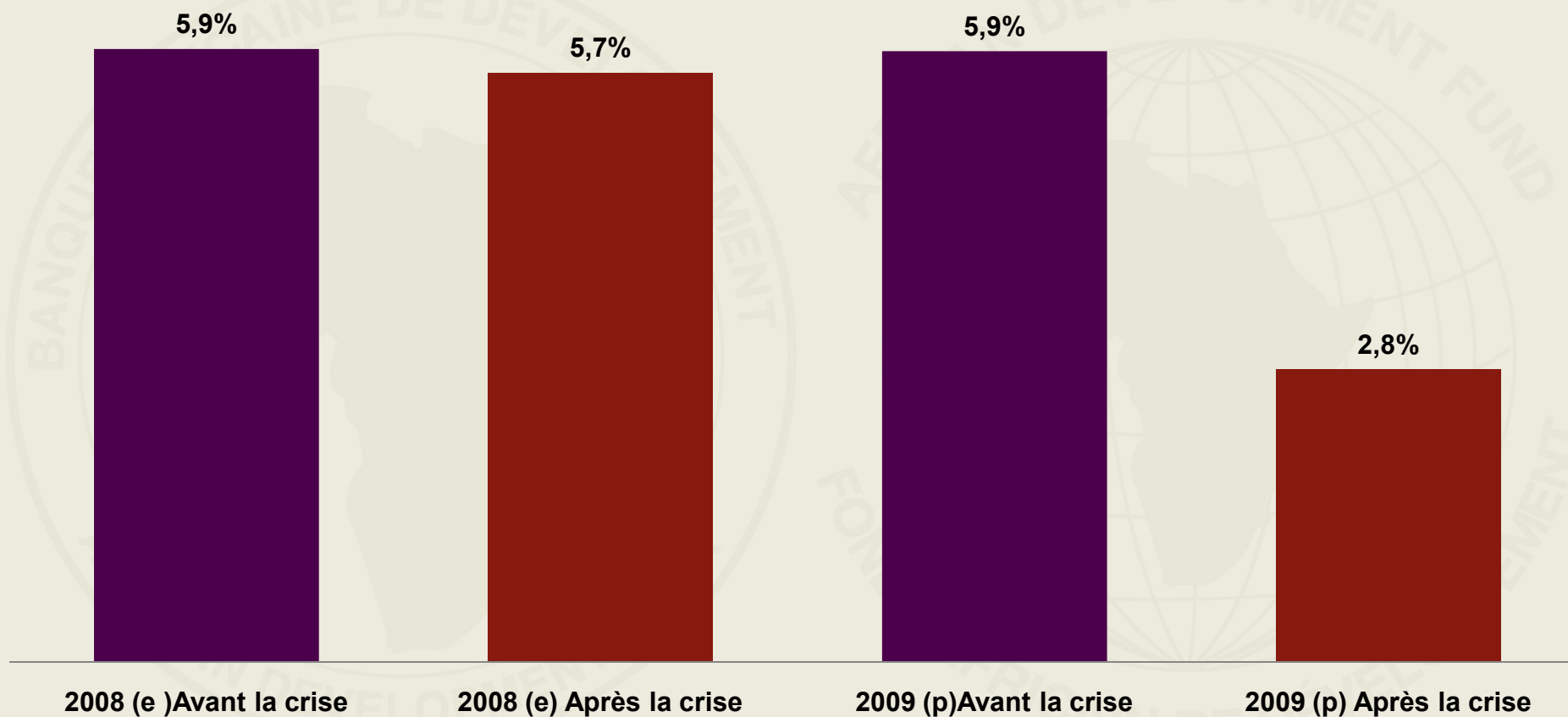
- Impact macroéconomique
- Impact sectoriel
- Initiatives et interventions des gouvernements
- Déficits de financements
- Actions de la BAD et autres bailleurs

Impact global

- La crise est survenue à un moment où l'Afrique amorçait un tournant, posant progressivement les fondements de l'accélération de la croissance et de la réduction de la pauvreté.
- Le taux de croissance du PIB tombera sous la barre de 3 pourcent en 2009 (s'établissant à 2,8 pourcent) pour la première fois depuis 2002.
- La baisse prévue des recettes d'exportations sera de l'ordre de 251 milliards de dollars EU en 2009 et atteindra 277 milliards de dollars EU en 2010 pour l'ensemble du continent.

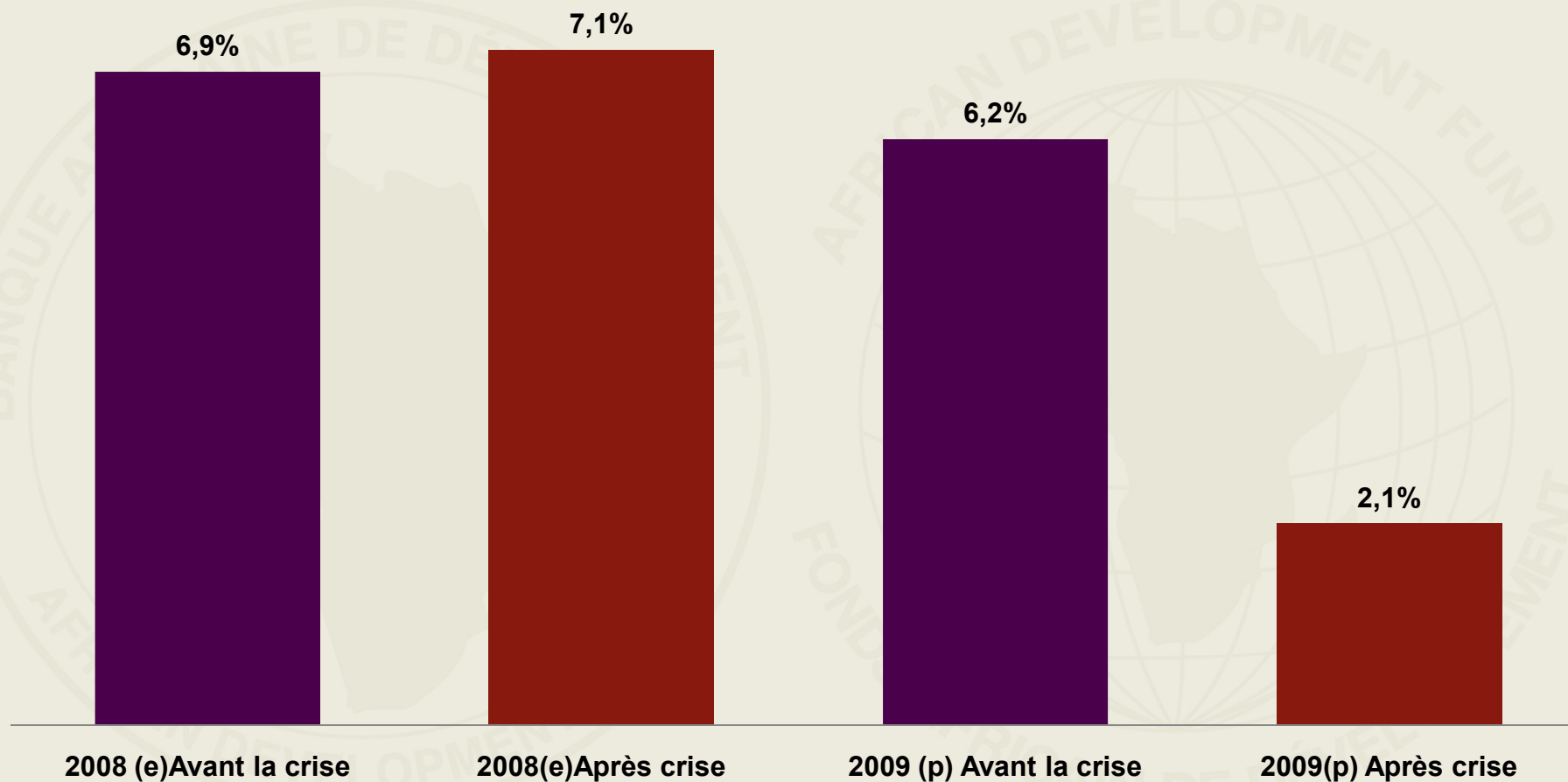


Croissance du PIB réel (%) de l'Afrique



Source: BAD, Département des Statistiques

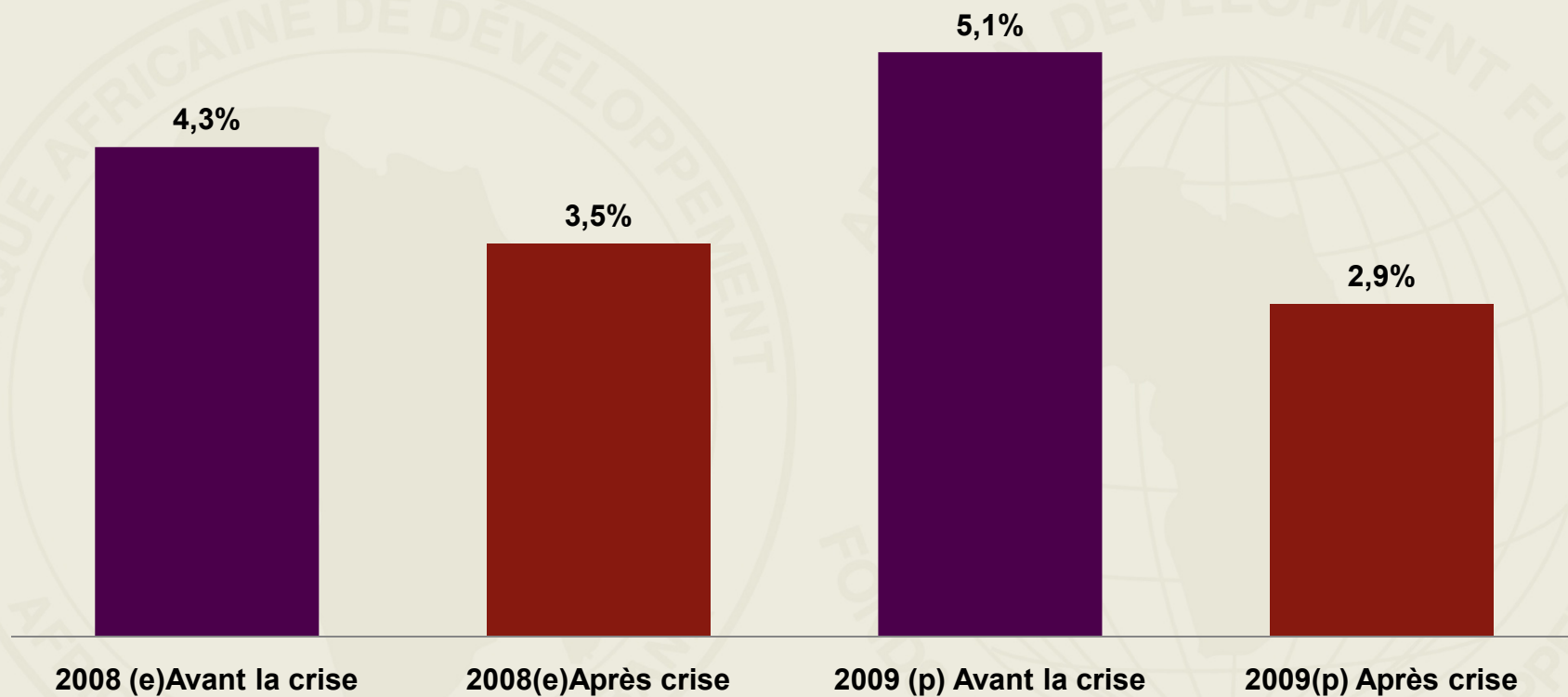
Croissance du PIB réel (%), Pays exportateurs de pétrole.



Source: BAD, Département des Statistiques



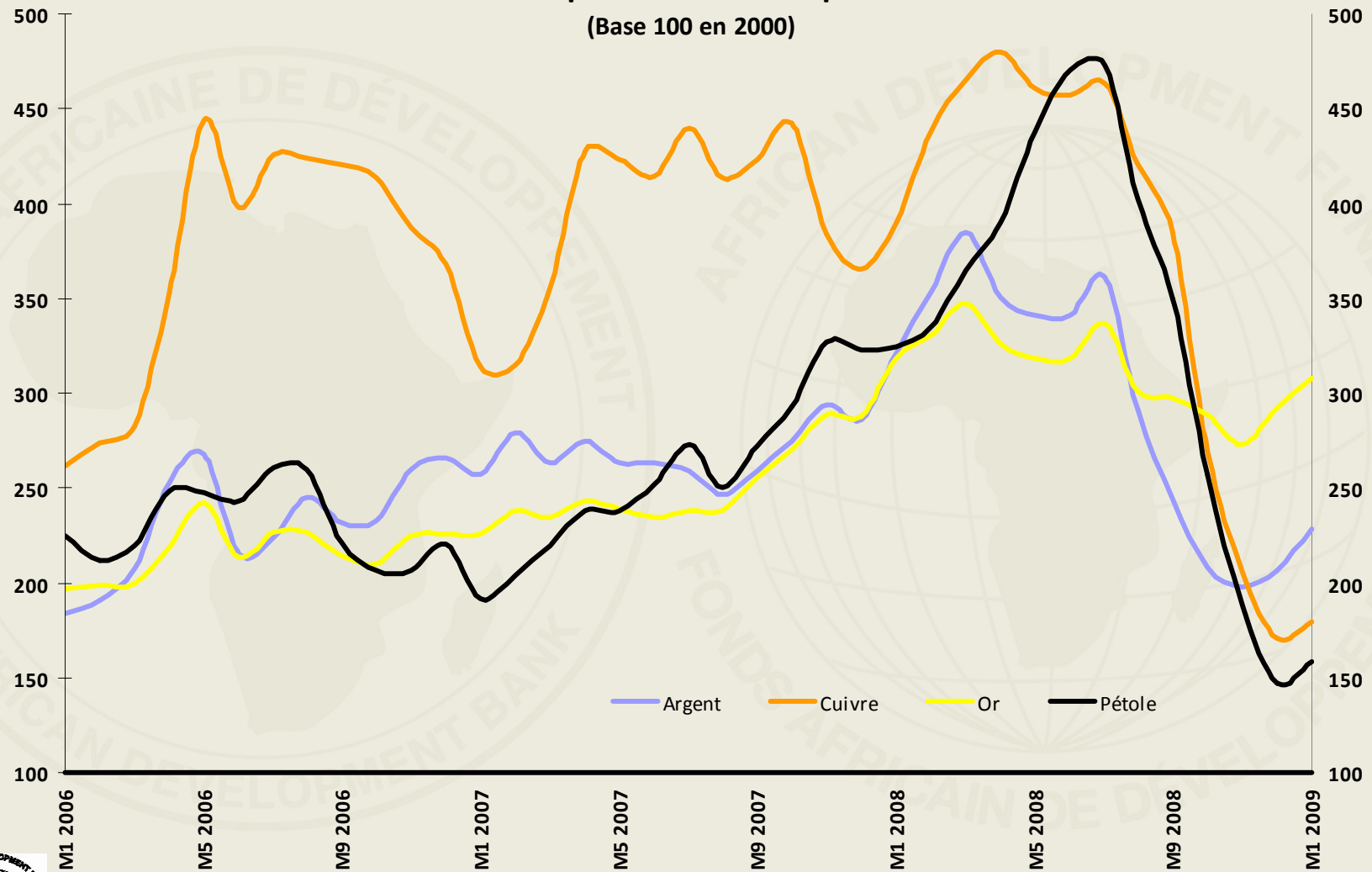
Croissance du PIB réel (%) des Etats fragiles



Source: BAD, Département des Statistiques

Volatilité des cours des principales produits d'exportation

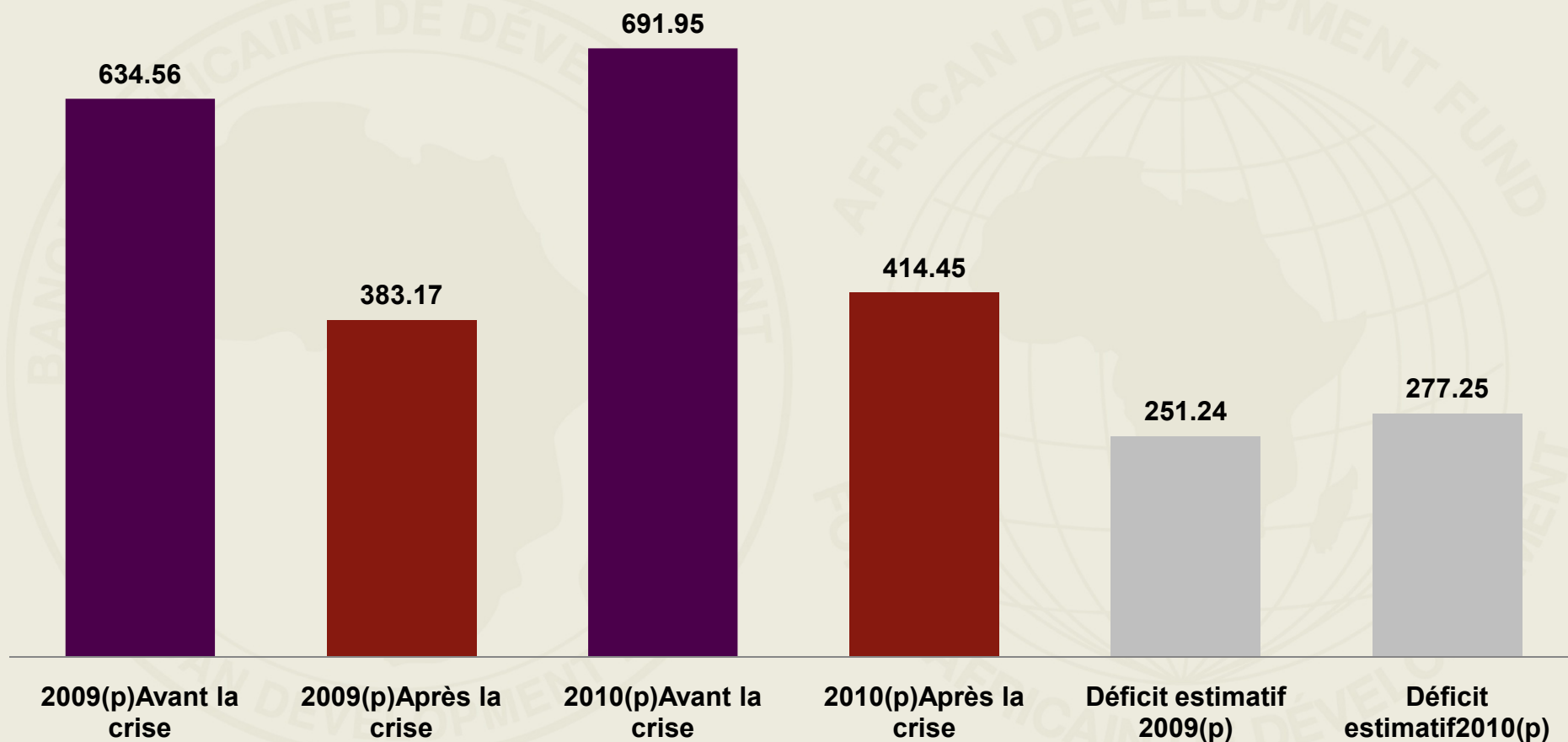
Indice des prix des matières premières
(Base 100 en 2000)



Source: BAD, Département des Statistiques



Recettes tirées des exportations, Million de \$US

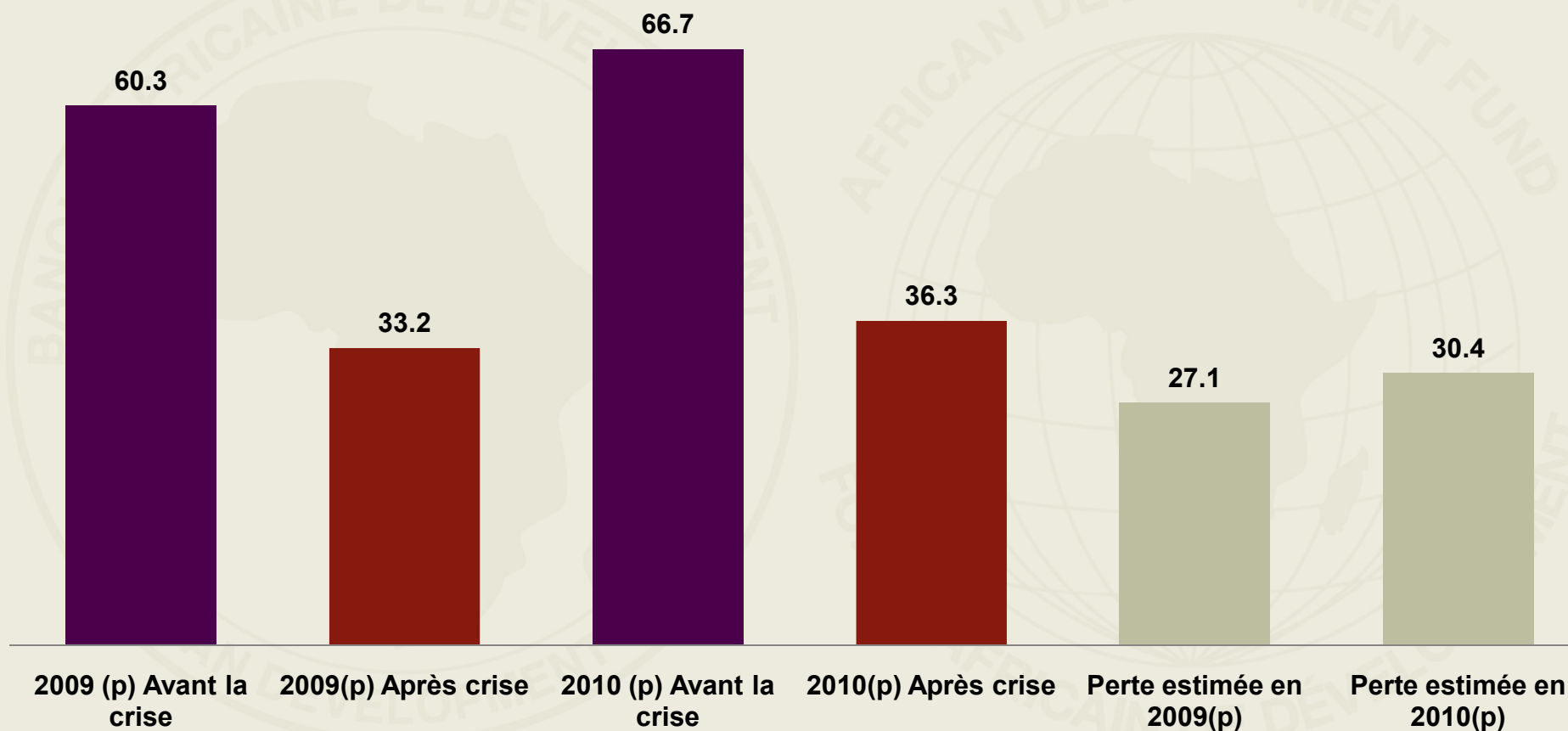


Source: BAD, Département des Statistiques



Recettes des exportations en million de \$

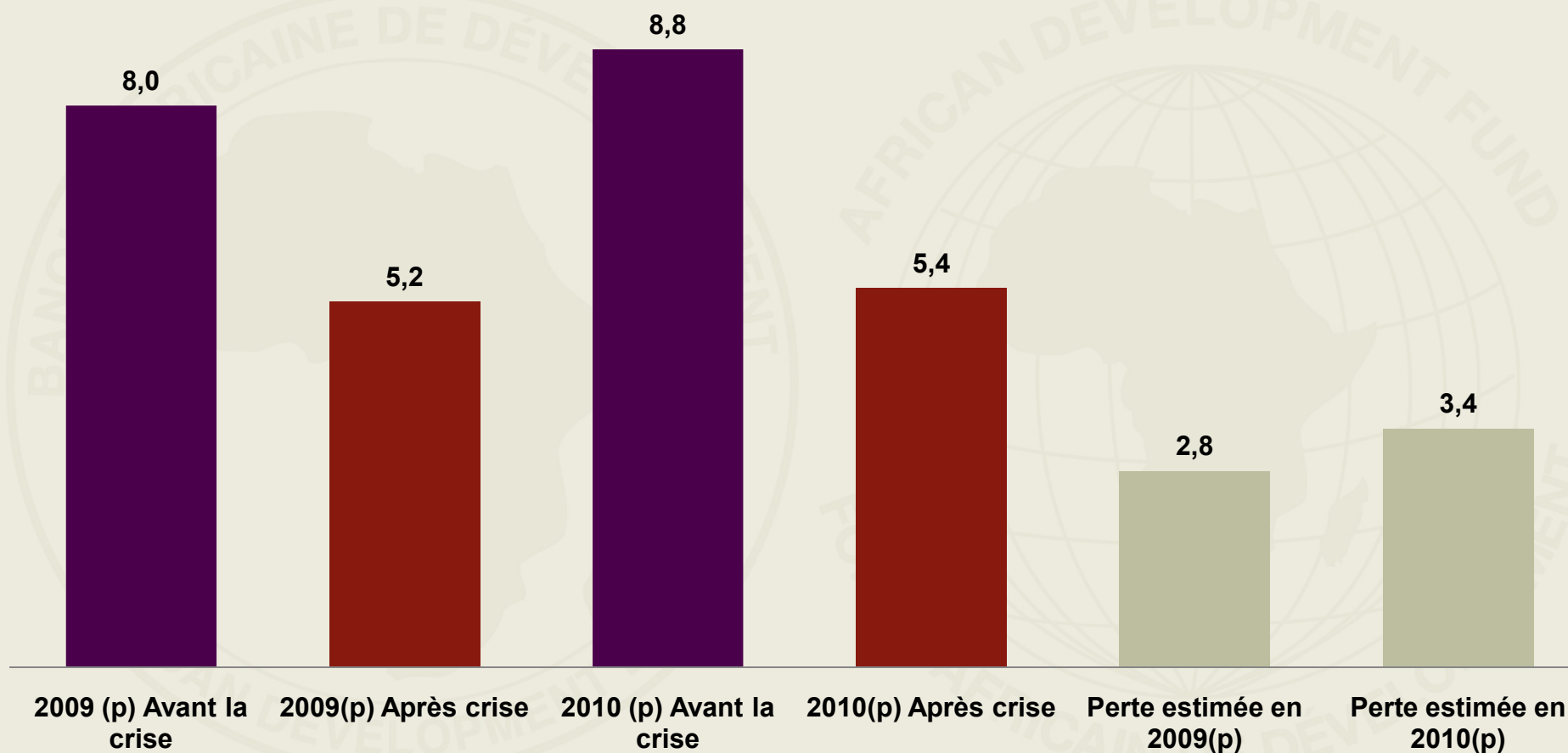
Pays exportateurs de pétrole



Source: BAD, Département des Statistiques

Recettes des exportations en million de \$ US

Etats fragiles



Source: BAD, Département des Statistiques

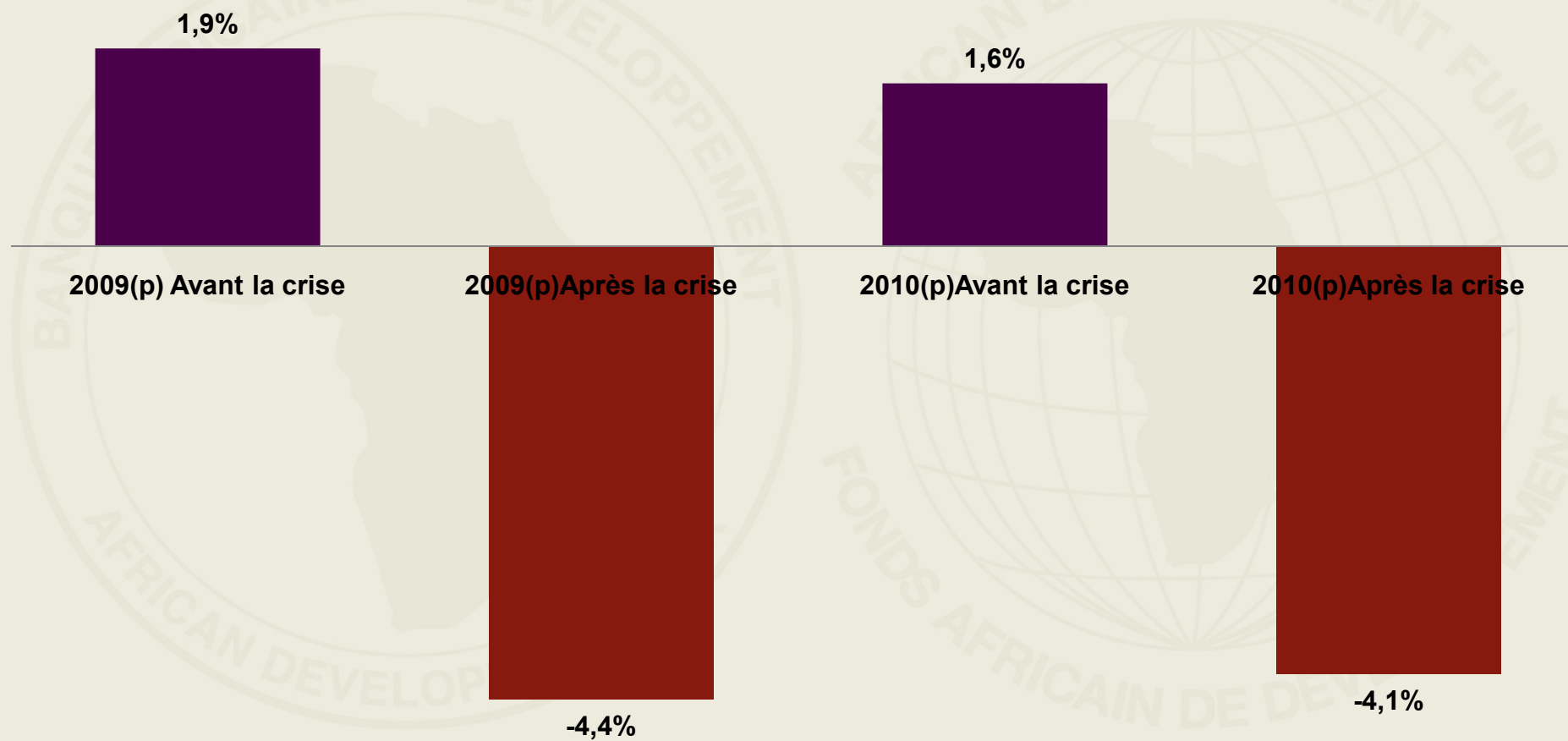


Impact macroéconomique

- Après avoir enregistré un excédent global du compte courant confortable de l'ordre de 2,7 pourcent du PIB aussi bien en 2008 qu'en 2007, le continent devrait afficher un déficit global de 4,3 pourcent du PIB en 2009.
- Le stock des réserves en devises diminue fortement.
- Les recettes publiques devraient également baisser.
- Les soldes budgétaires globaux se détérioreront pour l'ensemble du continent, dans la mesure où ils seront ramenés d'un excédent budgétaire global de 2,8 pourcent du PIB en 2008 à un déficit de 5,4 pourcent du PIB en 2009.



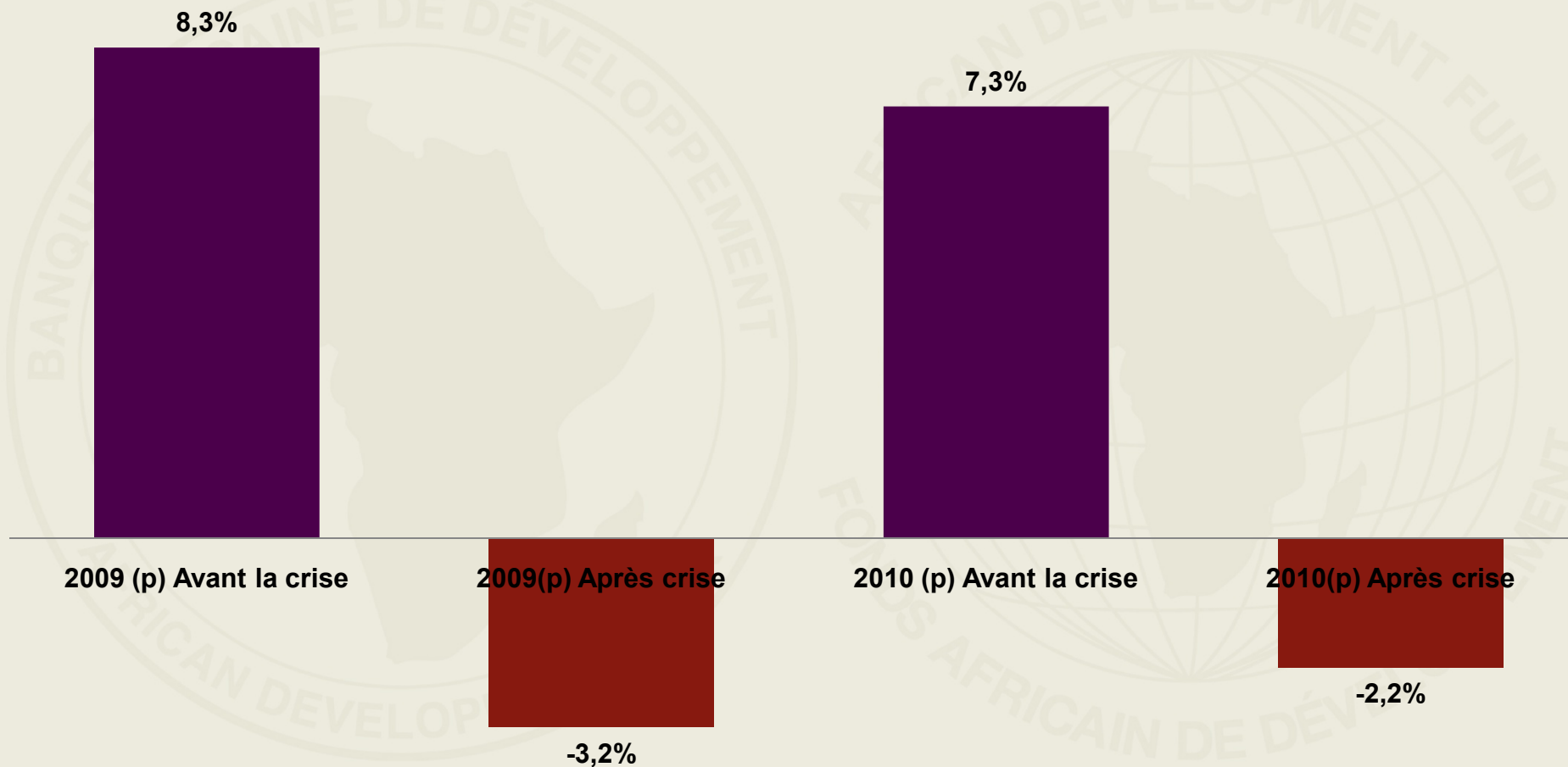
Solde du compte courant (en pourcentage du PIB)



Source: BAD, Département des Statistiques

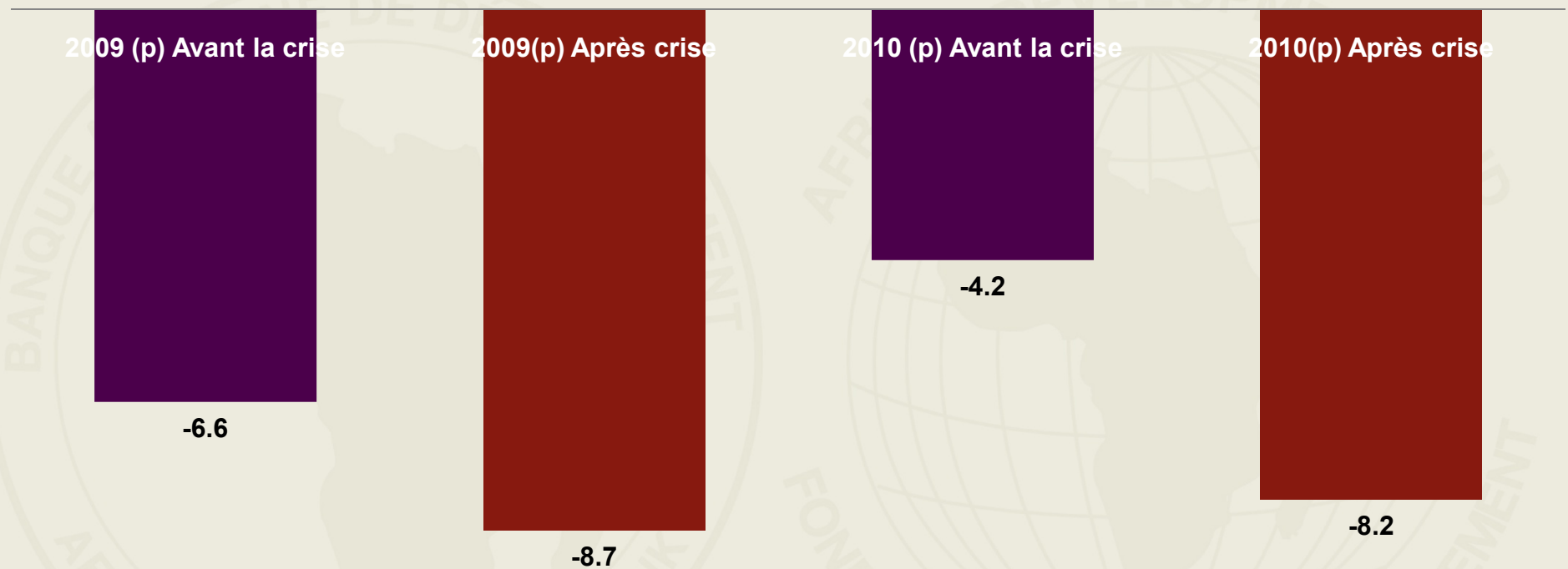


Solde du compte courant (en % du PIB) Pays exportateurs de pétrole



Source: BAD, Département des Statistiques

Solde du compte courant (en % du PIB) Etats fragiles



Source: BAD, Département des Statistiques



Impact sectoriel: Tourisme

- les recettes tirées du tourisme baissent considérablement
- ➡ Kenya: les recettes tirées du tourisme ont enregistré une baisse de 13 pourcent au cours du quatrième trimestre de 2008, par rapport à leur niveau de 2007)
- le nombre de touristes ainsi que les taux d'occupation des chambres sont à la baisse
- ➡ Ile Maurice: par rapport à 2007, le taux d'occupation des chambres a beaucoup diminué. Une baisse de 11% en décembre 2008 par rapport à décembre 2007.

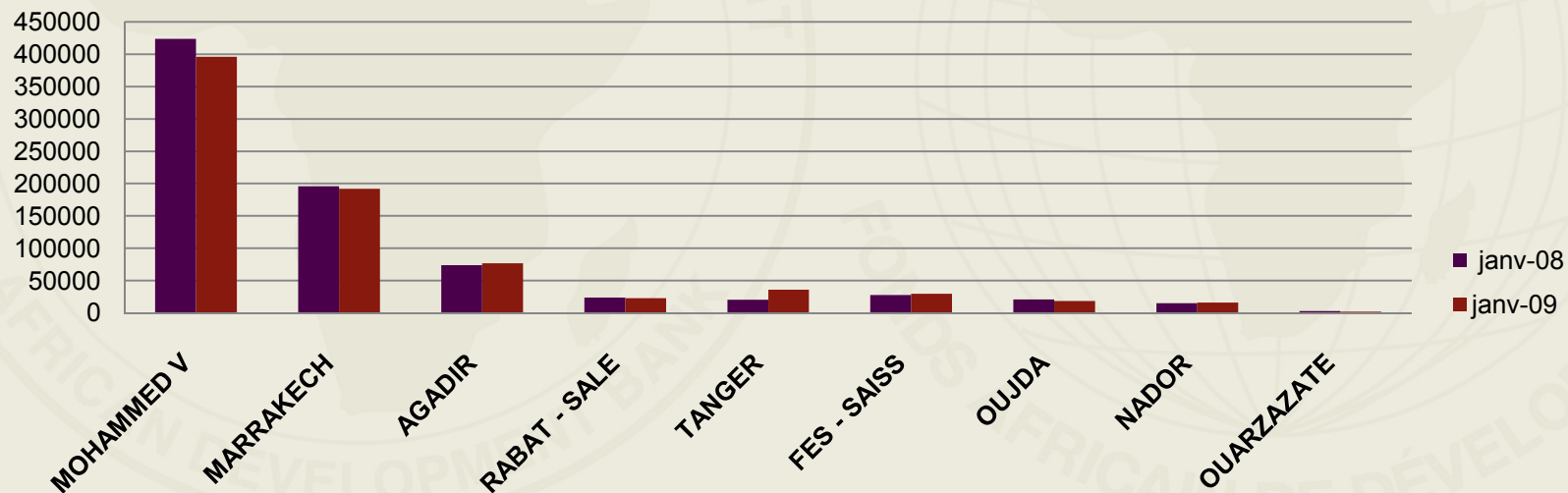


Impact sectoriel: Tourisme

- Le nombre de passagers internationaux a diminué

➔ Maroc: Au terme du mois de janvier 2009, le nombre de passagers internationaux ayant transité par les aéroports internationaux du Royaume a atteint 793 132 personnes, contre 808 390 au même mois de l'année dernière soit une baisse de 2%.

Trafic aérien international de Janvier 2008 et Janvier 2009



Source: Ministère du Tourisme et de l'Artisanat . Département du Tourisme et l'Observatoire du Tourisme Statistiques sur le tourisme au Maroc pour le mois de janvier 2009

Impact sectoriel: Mine

- La spécialisation excessive dans les produits miniers s'est révélée catastrophique pour certains pays, en particulier pour la RDC.
- La baisse de la demande et des cours des produits de base est compliquée par les fortes incertitudes sur les plans économique:
 - La tonne de cuivre est passée de 8880 USD en janvier à 3591 USD en novembre 2008,
 - la livre de cobalt est passée de 52.5 USD à 17.1 USD.
 - La production de diamant a globalement fléchi au premier semestre 2008 suite à la baisse de la production de diamant artisanal (-39.0 pour cent).



Impact sectoriel: Mine (Suite)

- Cette contre-performance du secteur minier a conduit à la fermeture de 40 entreprises et à la destruction de 300 milles emplois (au Katanga).
- Ceci s'est traduit aussi par une forte chute de l'investissement direct étranger (IDE).



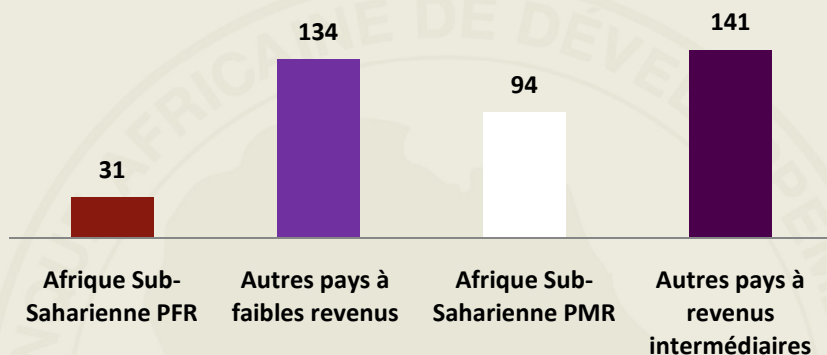
Impact sur l'infrastructure

- Le tarissement des liquidités sur les marchés financiers internationaux a affecté le secteur privé ainsi que les gouvernements.
- Cette situation a entraîné des retards coûteux dans la mise en œuvre des programmes d'infrastructure publique qui étaient initialement prévus.
- Un certain nombre de projets du secteur privé en Afrique ont été suspendus ou reportés à plus tard.
- Sept projets d'infrastructure, pour lesquels la BAD avait été contactée pour fournir un financement, accusent actuellement des retards en raison de la crise.

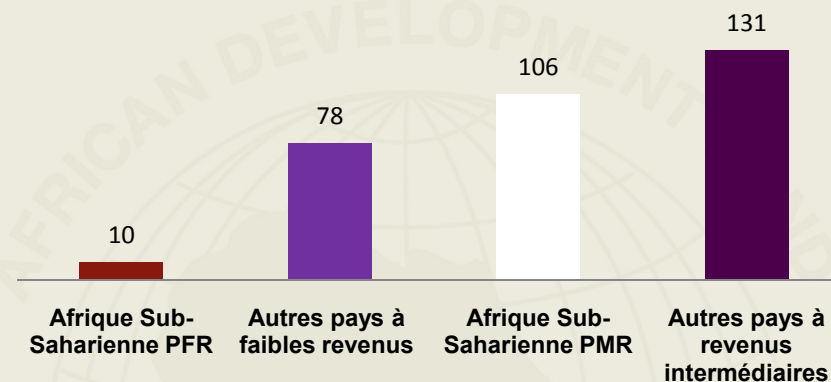


L'Afrique Sub-saharienne accuse un important retard dans le domaine de l'infrastructure

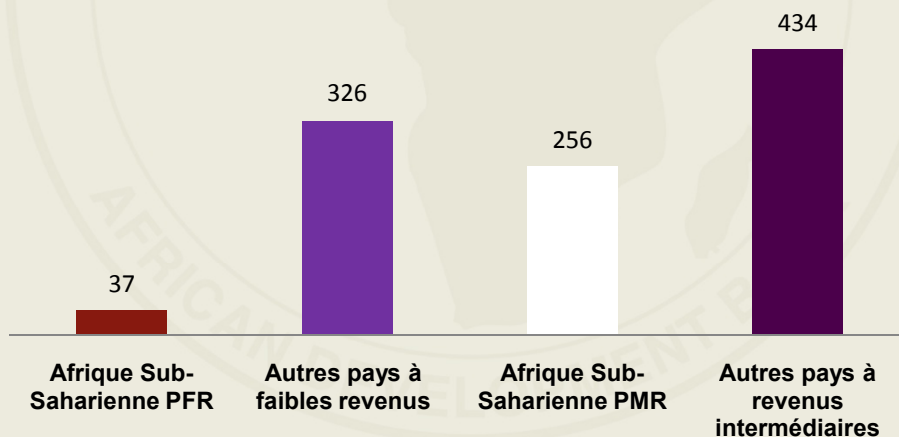
Densité de routes revêtues



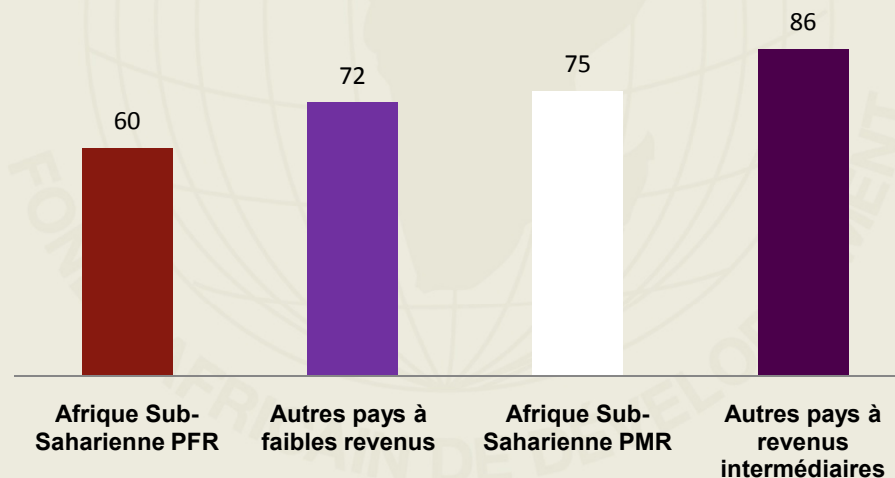
Densité de lignes fixes



Capacité de génération



Eau améliorée



Unités: La densité des routes est en kilomètres par kilomètre carré ; la densité téléphonique se calcule en nombre de lignes par milliers de personnes ; la couverture en électricité, en eau et l'assainissement sont estimés en pourcentage de la population.

Source: Résultats préliminaires AICD 2008



Amplification de la crise alimentaire

- La crise financière a amplifié les effets de la crise alimentaire.
- Les tentatives visant à subventionner les prix des produits alimentaires ne sont guère durables, compte tenu du faible niveau des recettes publiques et de la diminution des réserves en devises.
- Le contexte actuel pousse les pays donateurs à opter pour des contributions de très courts termes et à réagir seulement dans des cas d'urgence.
- L'écart entre les moyens mis en œuvre pour tenter de freiner la crise financière et la réaction de la communauté internationale face à la crise alimentaire est énorme



Initiatives et interventions des gouvernements

- Les gouvernements ont mis en place tout un éventail de mesures visant à atténuer l'impact des chocs financiers et commerciaux, incluant:

- **Des mesures fiscales d'incitation.**

Exemple du gouvernement du Libéria qui a procédé à une révision complète de son code des recettes, proposant une réduction de 10 pourcent de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, afin de stimuler l'activité du secteur privé

- **Une aide ciblée aux secteurs.** Exemple du Nigeria, le gouvernement a injecté 70 milliards de naira dans l'industrie textile qui avait été sérieusement affaiblie.



Initiatives et interventions des gouvernements (Suite)

➤ Une nouvelle réglementation du secteur bancaire

Exemple du gouvernement égyptien a créé un fonds d'assurance-dépôts pour promouvoir la confiance du public à l'égard du secteur bancaire.

➤ Des politiques monétaires expansionnistes

Exemple: Banque centrale du Botswana qui a baissé son taux officiel d'escompte de 50 points de base pour le ramener à 15 pourcent en décembre 2008.



Déficit de financement

- Les gouvernements africains n'ont pas de capacités de financement suffisantes pour protéger les populations de l'impact de la crise.
- Cette pénurie de financement entraîne une réduction de l'investissement, avec des effets négatifs sur la croissance, entamant ainsi sérieusement la capacité du continent à atteindre les OMD.
- Toutefois, à l'heure actuelle, même le maintien des taux de croissance d'avant la crise semble être hypothéqué dans bon nombre de pays, en raison du manque de financement.



Déficit de financement (Suite)

- Deux scénarios de croissance du PIB sont considérés:
 - Scénario 1: objectif de croissance avant-crise (celui de 2007)
 - Scénario 2: objectif de croissance de 7 pour cent pour atteindre les OMD d'ici à 2015,
- Un déficit de financement élevé peut être expliqué par:
 - (i) la prévision d'une faible croissance,
 - (ii) un ICOR élevé reflétant une utilisation inefficace des investissements, et (iii) une faible part de l'épargne.

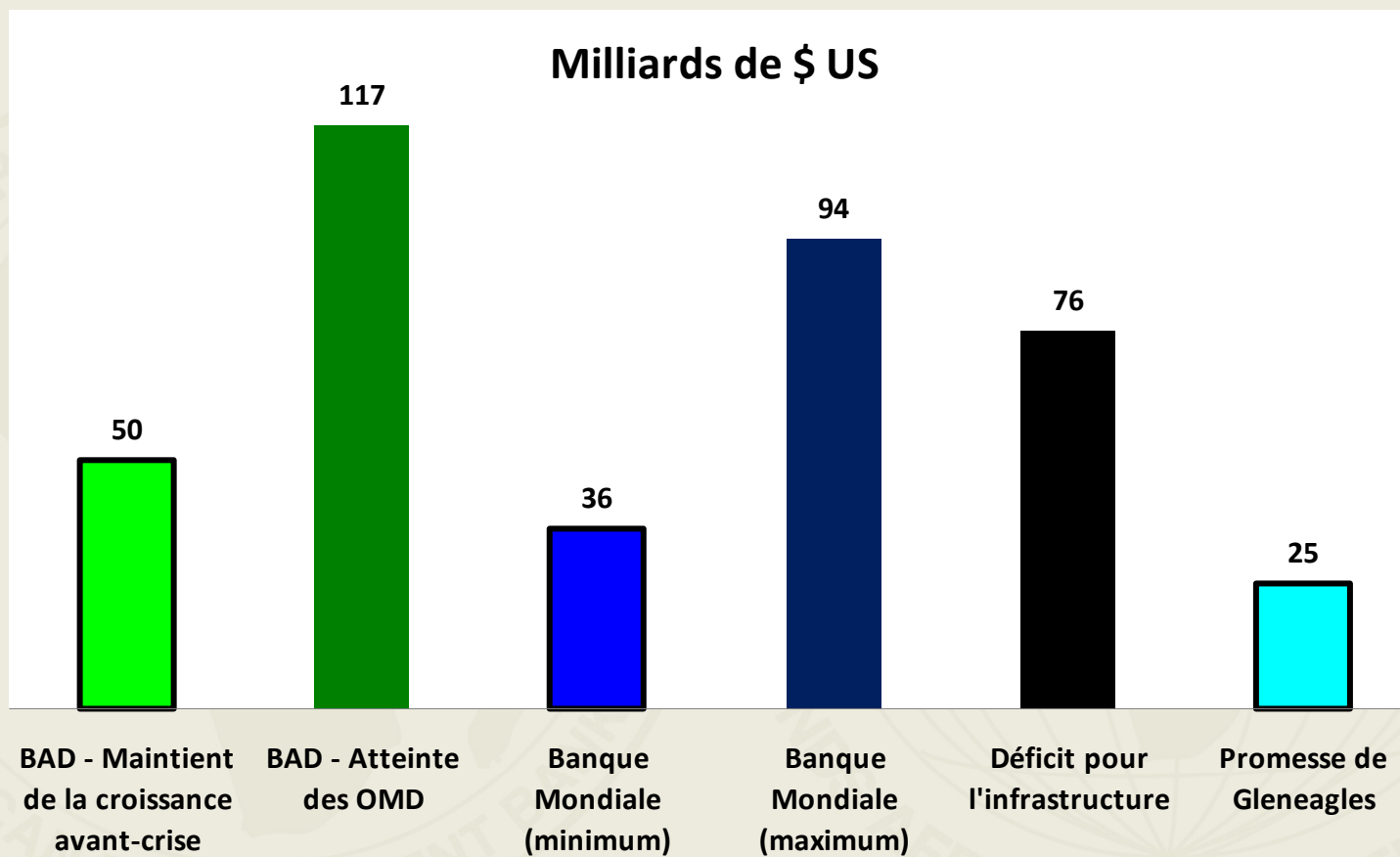


Déficit de financement (Suite)

- Pour le maintien du niveau de croissance d'avant la crise, le montant de financement est fixé à 50 milliards de dollars EU en 2009 et 56 milliards de dollars EU en 2010.
- Pour porter les taux de croissance au niveau minimum de 7 pourcent, jugé nécessaire pour atteindre les OMD, le continent aura besoin d'une injection d'environ 117 milliards de dollars EU en 2009 et de 130 milliards de dollars EU en 2010 pour combler le déficit entre l'investissement et l'épargne
- Selon l'étude diagnostique par pays de l'infrastructure en Afrique, les besoins pour l'infrastructure du continent sont de l'ordre de 75,5 milliards de dollars EU par an au cours des dix prochaines années.



Déficits de financement et promesse d'aide pour l'Afrique

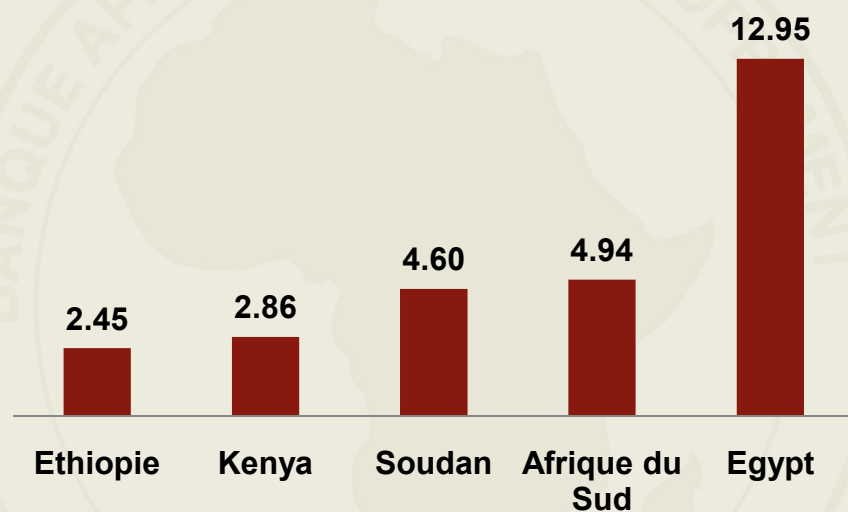


Source: Banque africaine de Développement, Département de la Recherche, calculs d'auteurs; Banque Mondiale.

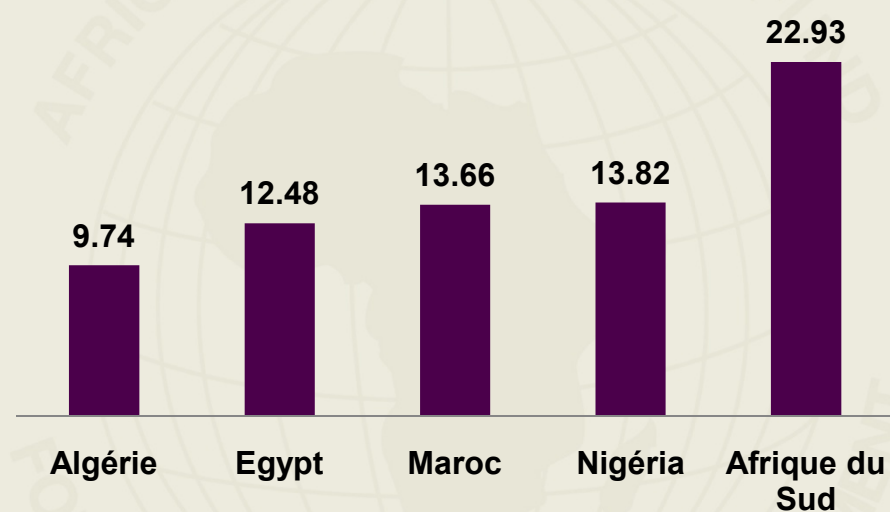


Les 5 pays ayant les plus grands déficits de financement

Scénario 1: déficit financier en milliards de dollars EU



Scénario 2: déficit financier en milliards de dollars EU



- **Scénario 1:** objectif de croissance avant-crise (celui de 2007)
- **Scénario 2:** objectif de croissance de 7 pour cent pour atteindre les OMD d'ici à 2015,



Actions de la BAD

- La Banque propose plusieurs initiatives pour apporter des financements aux États membres régionaux, notamment:
 - la *Facilité de liquidité d'urgence* (Emergency Liquidity Facility) dotée de **1,5 milliard d'USD**, fournira des concours financiers aux pays BAD remplissant les conditions et aux opérations non souveraines dans les pays membres qui souffrent d'un manque de liquidités dû à la crise financière mondiale.



Actions de la BAD (Suite)

- la *Facilité de financement du commerce* (Trade Financing Facility) d'un montant de **1 milliard d'USD**, permettra aux banques commerciales et aux institutions financières de développement africaines d'utiliser des ressources de la BAD pour soutenir des opérations de financement du commerce



Actions de la BAD (Suite)

- La *Facilité des transferts de ressources aux pays du Fonds Africain de Développement* soutiendra les pays à faible revenu de la Banque éligibles aux financements concessionnels, grâce à une utilisation accélérée de ressources.



Recommandations

- **Faire preuve de volonté politique et prendre des mesures dès à présent.**
- **Fournir des ressources additionnelles.**
- **Accroître la marge de manœuvre et la flexibilité sur le plan des politiques économiques, et réduire la conditionnalité.**
- **Promouvoir le commerce.**
- **Accroître la transparence et la responsabilité et garantir une représentation équitable. Intermédiaire**

